

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

LIBRE DÉBAT

Que dira encore le ministre du Travail aux retraités ?

Dans quelques jours, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale devrait signer un arrêté relatif à la revalorisation annuelle pour 2016 des pensions et allocations de retraite, et ce, conformément à la législation en vigueur.

Si revalorisation il y a, elle sera effective à compter du 1^{er} mai prochain. Nombre de lecteurs s'inquiètent quant au taux qui sera fixé, et certains nous en font part, tout en affichant un certain pessimisme. Comme chaque année à la veille de la Fête du travail qui coïncide avec la date du 1^{er} mai, plus de deux millions de pauvres retraités attendent impatiemment cette décision du ministre relative à la révision (révision, dites-vous ?) des pensions et des retraites de cette frange de la société.

Cette question en pareille période anime les discussions où chacun y va de son commentaire, certains sont même convaincus que la hausse sera importante soutenant cette thèse par la cherté de la vie qui a connu une hausse vertigineuse déplumant les bas salaires et les retraités, d'autres avancent les effets de la loi de finances complémentaire et ses retombées financières causées par les déclarations forcées des employeurs.



Pour les uns comme pour les autres, cela reste des suppositions ; d'ailleurs, le ministre entendra-t-il le cri de ces retraités ? on a le droit d'en douter, nous nous rappelons les miettes accordées par le même responsable l'année passée, une hausse humiliante de 4% dont certains retraités se sont rués vers les agences postales pour se rendre compte que

leurs comptes postaux n'ont été crédités de quelques centaines de dinars parfois inférieurs aux frais de transport engagés pour rejoindre la poste.

Pour rappel aussi, les retraités ont décrié à maintes fois l'impuissance du syndicat qui les représente, ce dernier a été plusieurs fois débouté par le conseil d'administration de la CNR où il fait figure

de «figurant». Le dernier mot est toujours revenu au ministre, chose paraissant normal, puisque le département du travail ne semble pas être inquiété.

«... La fierté des retraités est bafouée...»

A la différence des autres secteurs où la pression des travailleurs et les bras de fer engagés entre les syndicats et les employeurs se sont toujours soldés par des augmentations de salaires et autres avantages sociaux, ceci même dans les moments de vaches maigres, par contre les retraités, eux, sont déjà en grève et ont perdu toute forme de revendication ou de pression, d'ailleurs ils sont très mal structurés et personne ne craint leurs cris (s'ils arrivent juste à s'exprimer).

Pourquoi ces responsables qui se sont succédé à la tête du ministère du Travail ont-ils négligé les efforts déployés par cette frange qui a donné le meilleur d'elle-même parfois dans des conditions très difficiles, n'ont-ils pas relever le défi pour sauver et maintenir leur outil de travail ? Faisons un calcul : que représenterait une augmentation conséquente de ces retraites ? Rien du tout du fait que la majorité des retraités sont indexés sur les anciens salaires ne dépassant guère les 20 000 DA ?

La fierté des retraités est bafouée, les misérables pensions qu'ils touchent les pousseront forcément vers la mendicité. Alors cette-fois-ci, les pouvoirs publics prendront-ils sérieusement en charge ce volet très sensible ?

M. S.

TRIBUNE

Les retraités «ordinaires»

Alors que nous attendions l'annonce depuis des mois, un quotidien national nous apprend, le jeudi 7 avril 2016, que la revalorisation des retraites qui concerne 2,5 millions de retraités sera de 2,5% pour cette année.

Faut-il croire cette information donnée par un journal des plus crédibles ou le Premier ministre et le ministère du Travail qui n'ont pas cessé de déclarer que la crise économique que nous subissons ne touchera pas les acquis

sociaux? Faut-il encore rappeler que cet acquis date du 2 juillet 1983 et non après 1999 comme certains veulent le faire croire.

La revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite est la seule protection des bénéficiaires face à l'inflation galopante qui est même officiellement de 5% pour l'année 2015. On sait aussi que ce taux donne un net d'environ 3% après déduction des charges sociales et l'IRG. Que restera-t-il des 2,5% après ces

mêmes retenues indûment? Une aberration !

Les retraités «ordinaires» n'ont pas oublié ces millions de dinars offerts par le SG de l'UGTA à El Khalifa Bank, lorsqu'il a déclaré lors du procès du même nom qu'il «assume» ce transfert sans consultation du conseil d'administration de la CNR. Le moment est venu pour lui d'assumer et rembourser, et là cette caisse ne sera que plus riche et les retraités rétablis dans leurs droits. Ces vieux, qui ne repré-

sentent aucune force de nuisance pour le gouvernement, peuvent créer une surprise. Après les marches des associations, des corporations, des syndicats, etc., les vieux retraités ordinaires décideront des actions à mener lorsque l'on saura qui a dit vrai entre cet honorable journal et le gouvernement. Tout en espérant l'insertion de la présente dans notre chère rubrique, veuillez recevoir nos salutations et remerciements.

Un groupe de retraités

COURRIER DES LECTEURS LIBÉREZ LA MUTEG !

Ça commence à bien faire ! Quand va-t-on mettre fin à cette triste mascarade ? La Muteg (Mutuelle des travailleurs du groupe Sonelgaz), martyrisée, va-t-elle enfin être libérée ? Y a-t-il encore des hommes vraiment responsables pour prendre de fortes décisions allant dans le sens de l'intérêt général, au-delà des petits calculs personnels ? Trêve d'hypocrisie de ceux qui déclarent se soucier des adhérents, pourtant toujours otages d'un conflit sans nom.

Cette situation est créée par des personnages bellicistes jusqu'au profond de leurs gènes et met à mal des dizaines de milliers d'adhérents dont de vieux retraités, pour la plupart malades et nécessiteux des aides que leur apporte leur mutuelle. Je fais partie de cette dernière catégorie, j'adhère, je cotise et je veux avoir accès à mon droit.

C'est aussi simple que ça, mais sûrement compliqué pour les auteurs de ces actions indignes d'une société exemplaire, qui véhicule pourtant des valeurs nobles. Déjà deux mois et demi. Jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Kamel Adjou, retraité

En France, qui peut bénéficier de la retraite progressive ?

La retraite progressive permet de poursuivre une activité professionnelle à temps partiel, tout en percevant une fraction de ses pensions de retraite.

Ce dispositif est pratique pour les salariés qui souhaitent lever le pied, tout en limitant leur perte de pouvoir d'achat, ou pour les salariés déjà à temps partiel, qui peuvent ainsi toucher un surcroît de rémunération. Pour en bénéficier, il faut respecter certaines règles : avoir au moins 60

ans, totaliser au minimum cent cinquante trimestres et le temps de travail de l'activité à temps partiel doit être compris entre 40% et 80% d'un temps plein. Durant cette période de retraite progressive, le salarié continue à cotiser, et donc à générer des droits. Lors de son départ en retraite définitive, les pensions sont recalculées en tenant compte des nouveaux droits acquis. Attention, certains salariés ne peuvent y prétendre, comme, par exemple, les

nombreux cadres qui sont en forfait-jours ! Autre obstacle, et non des moindres, il faut obtenir l'accord de l'employeur pour passer à temps partiel.

Ces contraintes expliquent, en partie, que ce dispositif ne soit pas davantage utilisé. Pourtant, devant les difficultés grandissantes à répondre aux conditions de départ anticipé pour carrière longue, il y a fort à parier que de plus en plus de salariés vont s'y intéresser.